

La quarante-neuvième bulletin d'information (2019): L'État oppressif est un violeur machiste



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Le 25 novembre 1960, trois des quatre sœurs Mirabal – María Teresa, Minerva et Patria – de la République dominicaine furent assassinées pour leur résistance contre la dictature de Rafael Trujillo. La plus jeune des trois – María Teresa – a dit avant sa mort : » Peut-être que ce que nous avons de plus proche est la mort, mais cette idée ne me fait pas peur. Nous continuerons à nous battre pour la justice ».

Il y a vingt et un ans, lors de la première Rencontre (*Encuentro*) des féministes d'Amérique du Sud à Bogotá (Colombie), l'idée a germé d'utiliser cette journée – le 25 novembre – pour honorer les sœurs Mirabal et s'engager à combattre la violence contre les femmes. L'idée s'est peu à peu imposée aux Nations Unies qui, en 2000, ont décidé de commémorer la **Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes** le 25 novembre de chaque année.

A Santiago (Chili) cette année, des femmes – organisées par le collectif féministe Las Tesis – se sont réunies le 25 novembre devant le Ministère des droits de la femme et de l'égalité des genres pour protester non seulement contre le patriarcat historique de leur pays mais aussi contre le comportement de la police – y compris le viol – lors des manifestations qui se déroulent dans le pays.

Manifestation de Las Tesis à Santiago (Chili), 25 novembre.

Le patriarcat est juge

Qui nous juge pour être nés

Et notre punition

Est-ce que la violence que vous voyez

C'est un féminicide

C'est l'impunité pour mon tueur

C'est les disparitions

C'est un viol

Et ce n'était pas de ma faute.

Où j'étais

Où comment je m'habillais

Le violeur, c'est vous.

Ce sont les flics.

Les juges

L'État

Le président

L'État oppresseur est un violeur macho

Le violeur, c'est vous.

Dormez bien, petite fille innocente, sans vous soucier des bandits ; vos doux rêves et votre sourire veilleront sur les policiers qui vous aiment'.

Le violeur, c'est vous.

Leurs chants ont résonné dans le monde entier. En Inde, un vétérinaire de 27 ans a été violé et assassiné, tout comme en Afrique du Sud, **Precious Ramabulana** a été violée et assassinée. Leur mort a fait la une des journaux ; beaucoup ne le font pas. L'Organisation mondiale de la santé recueille les chiffres qui montrent qu'une femme sur trois dans le monde subit des violences physiques ou sexuelles, le plus souvent commises par un partenaire intime. Il s'agit donc de la violation des droits de l'homme la plus répandue, mais parmi les moins signalées. Ces chiffres sont insuffisants. Il existe d'importantes lacunes dans les données sur le genre, ce qui rend les femmes et les filles invisibles aux yeux du gouvernement et des agences internationales. Ces lacunes sont dues au fait que les gouvernements n'investissent pas suffisamment dans la collecte de statistiques sexospécifiques et que les données sur les problèmes des femmes et des filles ne sont pas collectées régulièrement. Les femmes n'enregistrent pas les cas de harcèlement et de viol pour des raisons sociales, mais aussi en raison de l'impunité dont jouissent les violeurs de la part de l'État (il n'est pas toujours facile d'enregistrer un cas auprès de la police, et il est tout aussi difficile d'obtenir une condamnation pour le violeur et l'auteur du harcèlement).

Daniela Carrasco, connue sous le nom de La Mimo (la mime), s'est jointe aux manifestations au Chili. Elle a été arrêtée le 19 octobre, puis retrouvée morte quelques heures plus tard, des marques de torture sur son corps. Le **poème** d'Edgardo Zouza criait son nom pour qu'il ne soit pas oublié :

Nous n'avons pas oublié votre nom,

Daniela Carrasco.

Comment pouvons-nous croire ce qu'ils disent :

les meurtriers,

tortionnaires,

les violeurs... ?



Ivana Kurniawati, Rest in Power, Revolutionary Daniela Carrasco, 2019.

Ivana Kurniawati, *Rest in Power, Revolutionary Daniela Carrasco*, 2019.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la violence à l'égard des femmes demeure élevée et a peut-être augmenté. Celles-ci vont des idées patriarcales bien ancrées à la vulnérabilité économique. Aucune classe et aucun continent n'est à l'abri de la violence à l'égard des femmes. L'Union interparlementaire a publié une **enquête** en 2016 sur les femmes parlementaires dans 39 pays à travers les continents. Parmi les femmes interviewées, 82 % ont déclaré qu'en tant que parlementaires, elles avaient subi une forme quelconque de

violence psychologique, notamment des remarques, des gestes et la circulation d'images sexistes et des menaces physiques. Environ 44 % ont dit avoir reçu des menaces de mort, de viol, d'agression ou d'enlèvement. Les comportements indignes et sexistes de la part de collègues masculins étaient courants. C'est la situation des femmes élues.



Des étudiantes manifestent à l'Université de Kufa, Irak, novembre 2019.

La **base de données** du projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data Project) montre que la violence contre les femmes qui participent à la vie politique augmente chaque année. C'est précisément ce que les femmes des rues du Chili ont chanté. Dans un **rapport** de l'ACLED (« *Terriblement normal* » : *Violence politique ciblant les femmes*) publié plus tôt cette année, la Dre Roudabeh Kishi et ses collègues ont décrit les techniques utilisées pour cibler les femmes qui sont actives dans la lutte pour protéger l'environnement, défendre leurs communautés et organiser les syndicats. L'année dernière, à Bassorah (Irak), Suad al-Ali, qui dirigeait al-Weed al-Alaiami for Human Rights, a été assassiné. Près d'un an plus tard, en Colombie, à la

veille des élections de cette année, Karina García, candidate à la mairie du Cauca, a été assassinée. Ce qui divise ces femmes, c'est la géographie ; ce qui les unit, c'est la politique. Veuillez jeter un coup d'oeil à notre **Dossier n° 23** sur les contradictions entre le processus de paix et le fait de faire la guerre en Colombie.

Le taux d'augmentation de cette violence politique est le résultat direct à la fois du grand nombre de femmes qui sont maintenant dans la rue contre le régime d'austérité et du grand nombre de femmes qui sont à la tête de ces luttes.

Marche de solidarité étudiante au Pakistan, 28 novembre.

Dans tous les pays de la planète, les femmes ont soulevé la question de la violence contre les femmes – du harcèlement sexuel au viol en passant par le féminicide. Le Mexique – où les protestations contre le féminicide ont été soutenues – a produit le puissant hashtag : *#terremotofeminista* (tremblement de terre féministe). C'est pourquoi la lutte pour l'avortement et les droits reproductifs est à la fois pour le droit de la femme à choisir ce qu'on fait à son corps et pour le droit des femmes et des hommes à créer une société progressiste et à nourrir des idées progressistes sur la » famille «

Les membres d'AIDWA dansent avant d'atteindre Chennai (Tamil Nadu) dans le cadre du programme #MarchForWomenRights.

Au Tamil Nadu (Inde), l'All-India Democratic Women's Association (AIDWA) a organisé une longue marche de sensibilisation à la violence faite aux femmes. Ils ont parcouru à pied 400 kilomètres à travers cet état de 68 millions d'habitants ; lorsqu'ils ont convergé vers la capitale – Chennai – le 4 décembre pour un rassemblement, la police a **arrêté** plus d'une centaine de militants d'AIDWA. 400 kilomètres à pied à travers cet état de 68 millions de personnes, puis se sont rendus à Chennai, la capitale, le 4 décembre pour une manifestation.



Madan Raj, membres de l'AIDWA sur leur longue marche au Tamil Nadu, novembre 2019.

De plus en plus de femmes sont descendues dans la rue pour exiger qu'elles aient plus de pouvoir de décision et qu'elles ne soient pas subordonnées aux hommes – non seulement dans les parlements et les bureaucraties mais aussi au sein des partis et mouvements politiques. Quand des femmes libanaises qui étaient dans la rue se sont retrouvées dépeintes d'une manière sexiste, elles ont dit 'nous sommes des révolutionnaires, pas des bébés'. Il s'agissait d'une protestation dans le cadre de la protestation.



Des femmes soudanaises, dont Alaa Saleh (22 ans), descendent dans la rue pour dire : « Du Soudan : Un hommage aux femmes révolutionnaires libanaises ».

Lors d'une manifestation contre la violence, les femmes soulèvent la question de l'injustice économique et de la fragilité de l'économie des soins ; il est probable que quelqu'un exigera plus de droits politiques pour les femmes. Il ne s'agit pas de manifestations que l'on peut facilement qualifier de sociales, politiques ou économiques. L'une des raisons pour lesquelles ces questions s'opposent les unes aux autres est que le régime d'austérité a épuisé la société et poussé les femmes – pour des raisons patriarcales – à travailler de plus en plus fort pour maintenir les familles et les communautés. Si la « main invisible » ne prenait pas soin des gens, le « cœur invisible » devait le faire. C'est l'expérience des coupures dans l'économie des soins qui a approfondi la radicalisation des femmes dans nos sociétés. Leur féminisme est né de leur expérience du patriarcat et des politiques d'ajustement structurel. C'est la tendance du capitalisme à exploiter la violence et les privations qui a accéléré le cheminement du féminisme ouvrier et indigène directement dans les projets du socialisme et du

communisme qui restent d'actualité de nos jours. Alors que la marée du néolibéralisme continue de déferler sur le monde et qu'elle plonge les sociétés dans l'anxiété et le chagrin, ce sont les femmes qui ont été les plus actives dans la lutte pour un monde différent.

Plus tôt cette année, l'Organisation internationale du travail (OIT) a publié un **rapport** intitulé *Quantum leap for gender equality*, qui a démontré les conditions de travail épouvantables des femmes. La plupart des femmes voulaient un emploi rémunéré, mais peu d'entre elles ont pu le trouver. Les femmes qui ont trouvé un emploi rémunéré étaient employées dans des professions considérées comme peu qualifiées. Les femmes sont plus exposées que les hommes à l'emploi informel dans plus de 90 % des pays d'Afrique subsaharienne, 89 % des pays d'Asie du Sud et près de 75 % des pays d'Amérique latine.



Nouredine Ahmed, Brigade tunisienne des clowns engagés, Marche nationale contre la violence faite aux femmes, Tunis (Tunisie), 25 novembre 2019.

Les femmes ne sont pas en mesure de trouver des emplois où elles peuvent accéder à des postes de direction, ni de trouver facilement des emplois qui exigent des compétences pour lesquelles elles ont une formation. Ce n'est pas parce que les hommes sont plus instruits que les femmes, mais parce que ce sont les femmes qui s'occupent le plus du travail non rémunéré. Dans le monde, 606 millions de femmes en âge de travailler (soit 21,7 %) travaillent à plein temps sans rémunération, contre 41 millions d'hommes (soit 1,5 %). Entre 1997 et 2012, le temps consacré par les femmes aux travaux ménagers et aux soins n'a diminué que de 15 minutes par jour, alors que chez les hommes, il n'a augmenté que de huit minutes par jour. ce rythme, on estime que l'écart entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le temps consacré aux soins non rémunérés ne serait pas

comblé avant 22 h 28 ; en d'autres termes, il faudrait 209 ans pour combler cet écart.

Dans le **Dossier no. 18** (juillet 2019), K. Hemalata, président du Centre for Indian Trade Unions (CITU), a déclaré que lorsque les syndicats indiens sont allés organiser les femmes dans le secteur de la garde d'enfants en 1989, ils ont été surpris de constater un niveau élevé de militantisme parmi ces travailleurs précaires. Il vaut la peine de terminer ce bulletin par cette réflexion d'Hemalata :

Nous avons constaté que les travailleuses étaient victimes de harcèlement – même de harcèlement sexuel – au travail. Leur colère face aux bas salaires et au harcèlement les rendait très militants. Nous avons tenu des réunions régulières, où les femmes ont poussé un ordre du jour à la lutte. Ils ont été très courageux. Face à la réduction des effectifs et aux attaques de la police, ils ont continué à se battre. Beaucoup de pression politique a été exercée sur ces femmes. Mais leur confiance dans le syndicat ne pouvait pas être brisée.

Cordialement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey.*